

1982 = La naissance des collectivités territoriales

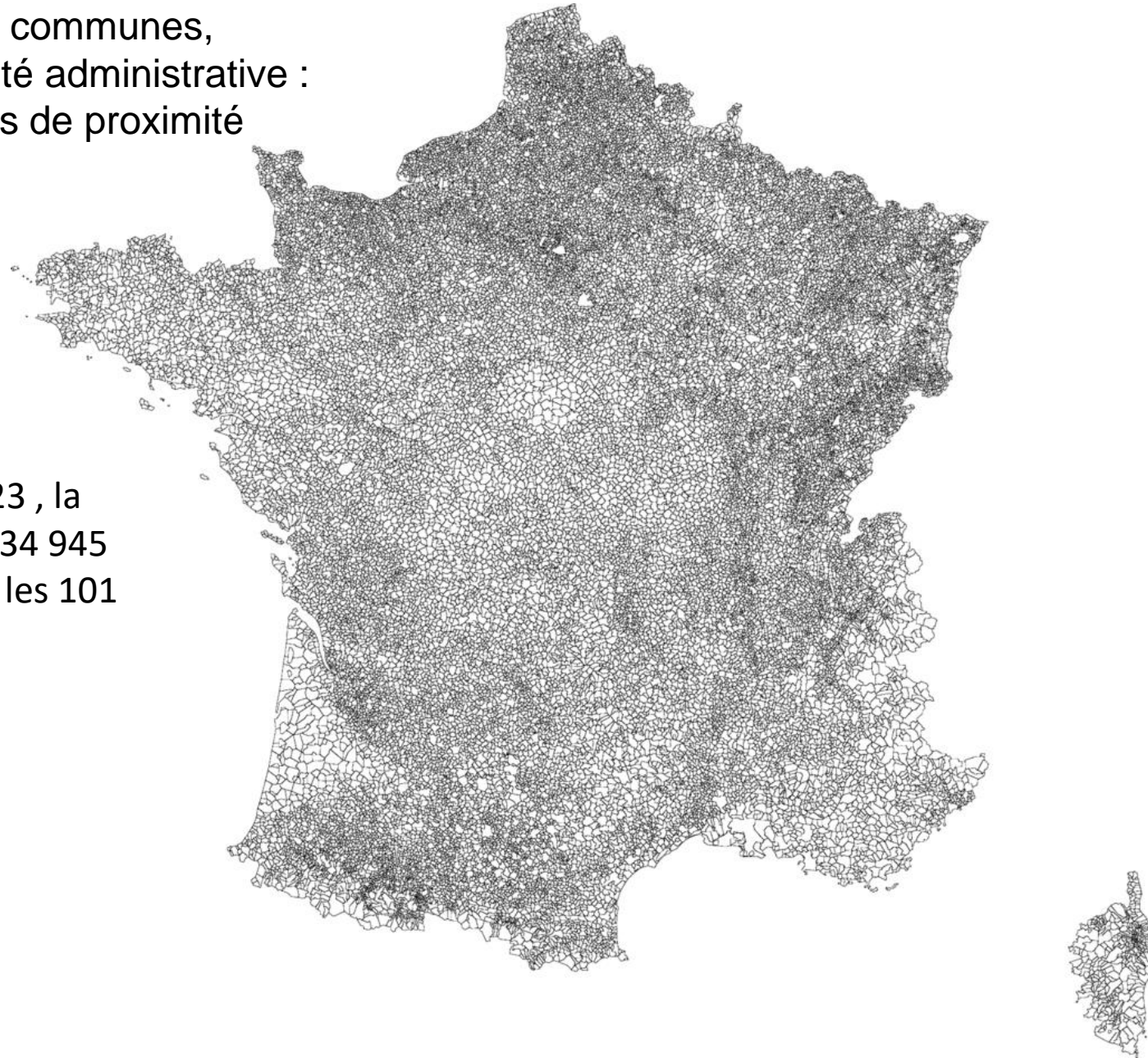
Tableau 8.1 La répartition des compétences entre les collectivités territoriales*

	Communes et intercommunalités	Départements	Régions
Aménagement du territoire	Plan local d'urbanisme (PLU) et schéma de cohérence territorial (SCOT) Permis de construire Équipements		Plan régional
Développement économique	Zones d'activité		Primes à la création d'entreprises et à la création d'emplois
Éducation, formation	Écoles primaires	Collèges	Lycées Formation professionnelle
Transports	Voirie et réseaux locaux de transports en commun	Routes départementales et 2/3 des routes nationales	TER Ports et aéroports (sauf les principaux) Ramassage scolaire Cars départementaux
Politique de la Ville et logement social	Opérations ANRU Gestion du parc social (offices municipaux et communautaires)	Gestion du parc social (offices départementaux)	
Aide sociale	CCAS	RSA, handicapés, enfance, personnes âgées	

* Situation actuelle après le vote de la loi NOTRe en 2015 ; trame grise : compétences pour lesquelles la collectivité est, de fait, « chef de file ».

Le maillages des communes,
La plus petite unité administrative :
Des compétences de proximité

Le 1^{er} janvier 2023 , la
France compte : 34 945
communes dans les 101
départements,





PLAN LOCAL D'URBANISME

Bâtir ensemble le futur Issy !

Pour accompagner un projet de territoire durable et ambitieux, la Ville d'Issy-les-Moulineaux s'engage dans la révision de son Plan Local d'Urbanisme. La démarche, prospective et partagée, formalisera les orientations d'aménagement de la commune pour impulser et encadrer son développement des quinze prochaines années.

Le PLU est l'expression du projet urbain de la commune en matière d'offre de logements, de développement économique, de transports en commun, de localisation des équipements, de préservation du paysage, de respect

Le département : Échelle de la cohésion sociale

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Quel est le rôle du département ?



101 départements
4108 conseillers départementaux élus pour 6 ans

SOLIDARITÉ, ACTION SOCIALE, SANTÉ

Personnes âgées Aide sociale à l'enfance Handicap

Le département instruit et finance le RSA et l'APA

AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE



Protection des espaces naturels



Voirie départementale



SDIS (services départementaux d'incendie et de secours)

ÉDUCATION, CULTURE, SPORT



Collèges



Sauvegarde du patrimoine



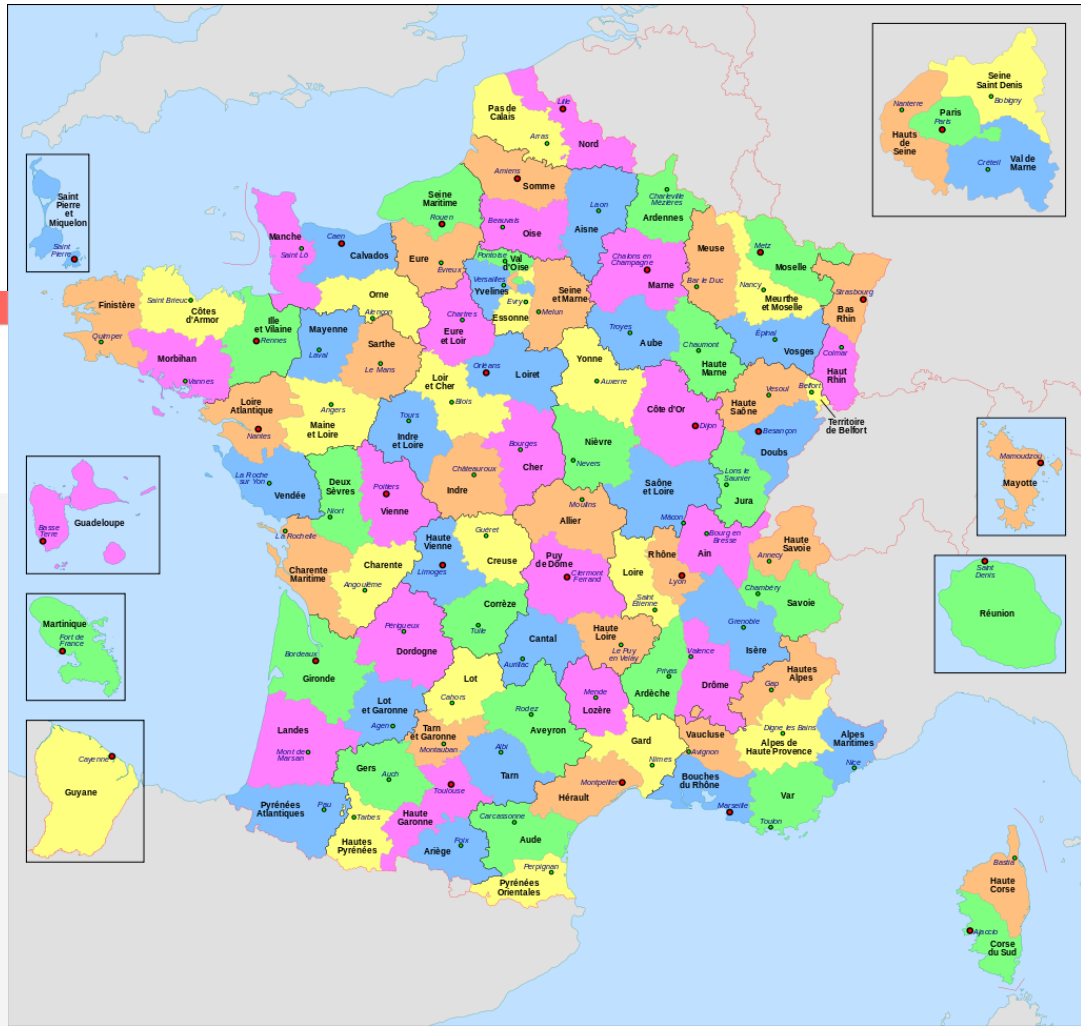
Bibliothèque de prêt



Infrastructures sportives



Musées départementaux



Bilan du cours précédent

- **Notions** : échelle / développement durable / protéger / régionalisation / décentralisation /
- **Acteurs** : communes / départements / régions / UE
- **Exemple spatiaux à savoir développer** :
- PLU / SDRADDET / Parc national

CAC 40
4 385,93 **+1,23%**

DOW JONES
0,00 **0,00%**

NASDAQ
5 244,57 **-0,10%**

FTSE
6 800,76 **+1,35%**

1 EURO
1,1173\$ **+0,13%**

BRENT
46,0\$ **+2,22%**

OR
1 314,9\$ **+0,30%**

🏠 > Économie

Versement des aides sociales : les départements au bord du gouffre

👤 Par Jean-Christophe Chanut | 13/01/2016, 15:11 | 992 mots



En 2015, le reste à charge (non compensé par l'Etat) pour les départements lié aux dépenses du RSA s'élevait à 4 milliards d'euros. (Credit: Reuters)

TOP ARTICLES

LES PLUS LUS LES PLUS COMMENTÉS

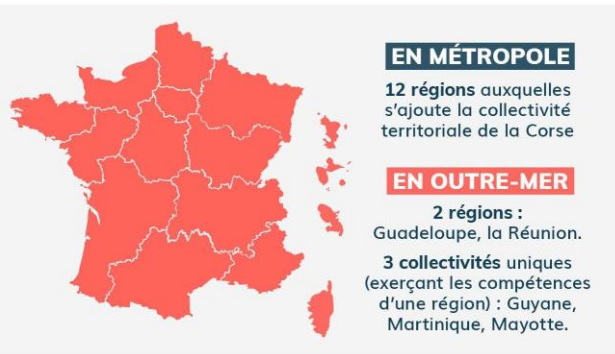


1 Scandale Volkswagen: un ingénieur se met à table

2 Fin de l'intervention de la police à Paris

3 Le Portugal sous pression des marchés : la faute au gouvernement Costa ?

Quel est le rôle de la région ?



Les compétences de la région ont été redéfinies par la loi NOTRE (Nouvelle organisation territoriale de la République) du 7 août 2015

COMPÉTENCES EXCLUSIVES



Le conseil régional (élu pour six ans)

COMPÉTENCES PARTAGÉES

(avec d'autres collectivités)



Les régions d'outre-mer peuvent adapter, voire déroger aux lois et règlements nationaux, afin de tenir compte de leurs « caractéristiques et contraintes particulières » dans certains domaines.



SRADDET =
une charte
régionale
d'aménagement
élaboré pour cinq ans
par le [Conseil régional](#)

îledeFrance
Demain s'invente ici

La région Aides régionales et services Le mag Parlons-en

Accueil | Schéma directeur de la Région

Schéma directeur de la Région

Texte de référence
 Île-de-France 2030 - Mise en œuvre du SDRIF - Bilan 2014

Action quotidienne
 Construire l'Île-de-France de 2030

Éclairage
 État-Région : d'ici 2020, 7,3 milliards d'euros d'investissements publics

Culture
 Tourisme
 Sport

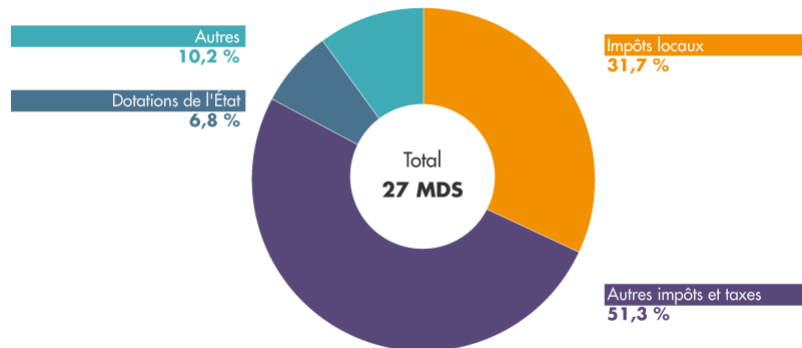
Les régions d'outre-mer peuvent adapter, voire déroger aux lois et règlements nationaux, afin de tenir compte de leurs « caractéristiques et contraintes particulières » dans certains domaines.

CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2021-2027

Provence-Alpes-Côte d'Azur

RÉPARTITION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DES RÉGIONS FRANÇAISES

En 2020



Source : lafinancepourtous.com d'après Ministère de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales



Quelles sont les ressources des collectivités locales ?

IMPÔTS ET TAXES

- Taxe d'habitation
- Taxes foncières
- Contribution économique territoriale
- Taxe d'enlèvement des ordures ménagères
- Droits de mutation
- Taxe sur les surfaces commerciales
- ...



TRANSFERTS FINANCIERS DE L'ÉTAT

Dotations de fonctionnement et d'investissement

Fiscalité transférée (pour compenser le transfert de compétences lié au processus de décentralisation)

Dégrèvements d'impôts locaux et subventions spécifiques versées par les ministères



AUTRES RECETTES

Produits du domaine

Revenus des services publics locaux

Fonds structurels européens



RECOURS À L'EMPRUNT

Uniquement pour financer les dépenses d'investissement



PREFECTURE DE LA REGION
D'ILE-DE-FRANCE



CONTRAT DE PROJETS ETAT-REGION

**ILE-DE-FRANCE
2007-2013**

Sommaire

<i>Avant Propos</i>	5
<i>GRAND PROJET 1 : Agir contre le chômage</i>	6
<i>GRAND PROJET 2 : Favoriser une plus grande cohésion sociale</i>	12
<i>GRAND PROJET 3 : Renforcer l'attractivité de l'Ile-de-France</i>	15
<i>GRAND PROJET 4 : Conforter le rayonnement international de la région capitale</i>	20
<i>GRAND PROJET 5 : Contribuer à l'accessibilité</i>	37
<i>GRAND PROJET 6 : Valoriser l'agriculture et la forêt</i>	44
<i>GRAND PROJET 7 : Lutter contre le changement climatique</i>	49
<i>GRAND PROJET 8 : Prendre en compte les enjeux environnementaux de l'Ile-de-France</i>	52
<i>CONDITIONS D'EXECUTION, MISE EN ŒUVRE ET EVALUATION DU CONTRAT</i>	56
<i>ANNEXE FINANCIERE 1 par grands projets et par opérations</i>	58
<i>ANNEXE FINANCIERE 2 par programmes LOLF</i>	75

Article 2

Pour la mise en oeuvre de ce contrat de projets, l'Etat et la Région Ile-de-France engageront les moyens financiers suivants

- pour l'Etat : 2 041 137 000 euros,
- pour la Région Ile-de-France : 3 425 083 000 euros.

Article 3

Le Préfet de Région et le Président du Conseil Régional sont chargés conjointement de l'exécution du présent contrat et de la poursuite de la discussion auprès des partenaires territoriaux et organismes publics pour finaliser leurs engagements sur les opérations contractualisées.

Fait à Paris, le 23 mars 2007

**Le Préfet de la Région d'Ile-
de-France,
Préfet de Paris**



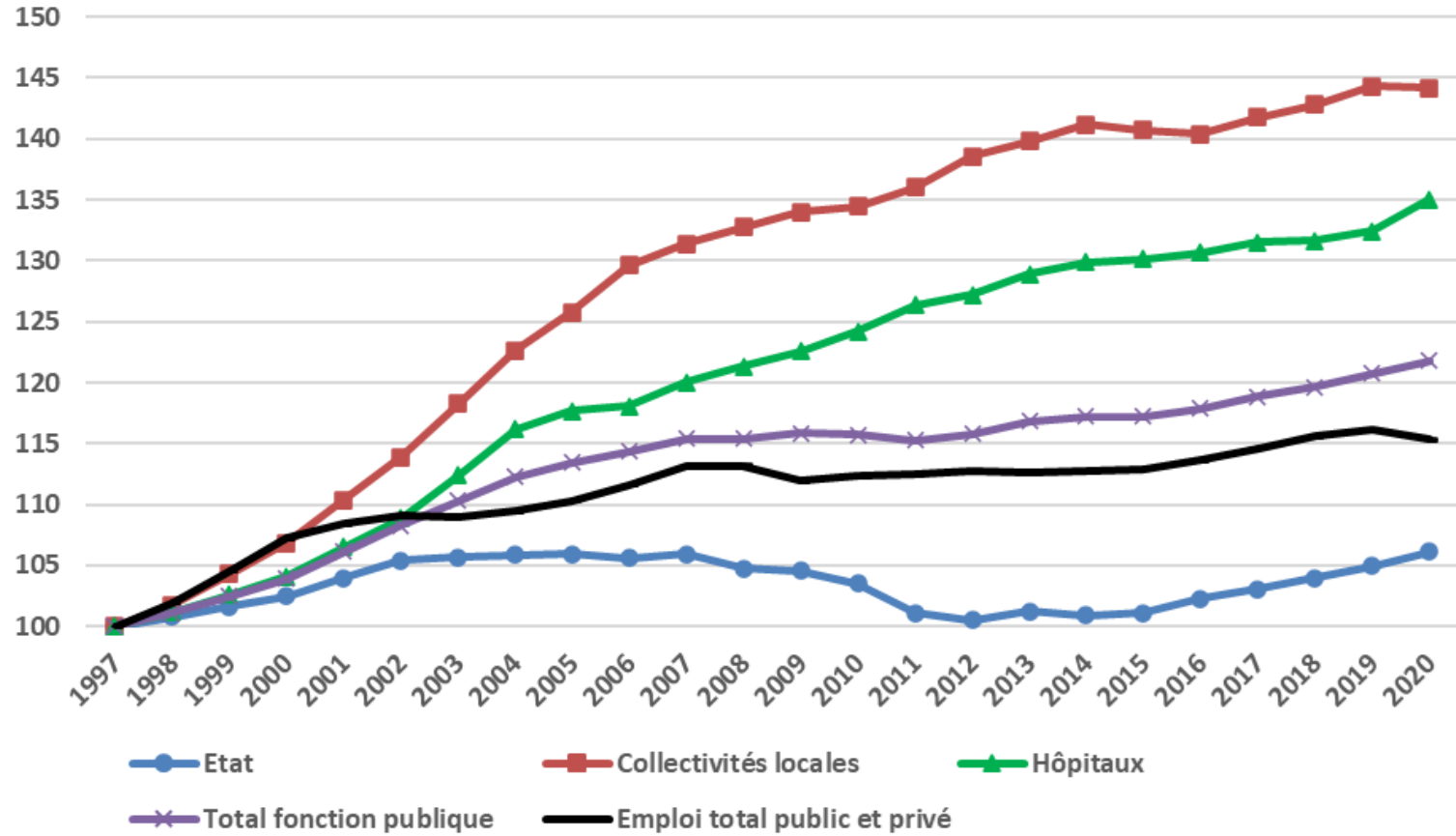
Bertrand LANDRIEU

**Le Président du Conseil
Régional d'Ile-de-France**



Jean-Paul HUCHON

L'évolution des effectifs de la fonction publique (base 100 en 1997)



Décentralisation: à Bordeaux, Édouard Philippe douche les espoirs des régions

Par Pauline Boyer | Mis à jour le 02/10/2019 à 09:20 / Publié le 01/10/2019 à 20:09



Les régions de France, qui voudraient voir leurs prérogatives renforcées, ont fait face à un premier ministre frileux lors de leur congrès national, mardi.

À Bordeaux

France, qui s'est tenu à Vichy (Allier), jeudi 15 et vendredi 16 septembre, tenait plus du discours de la méthode que du catalogue de mesures. Et l'accueil a été mitigé parmi les présidents de région. Certains, en effet, attendaient des annonces fracassantes sur la nouvelle loi de décentralisation promise par le président de la République début septembre, appelant à « *basculer d'un modèle où la décision est prise à Paris à un modèle où les décisions viennent des territoires* ».

POLITIQUE - GOUVERNEMENT BORNE



« Nous devons faire bloc » : Elisabeth Borne tente d'apaiser les tensions avec les présidents de région

La première ministre a tenu un discours au ton volontairement rassembleur, vendredi, en clôture du congrès de Régions de France, à Vichy.

Par Benoît Floc'h (Vichy, envoyé spécial)

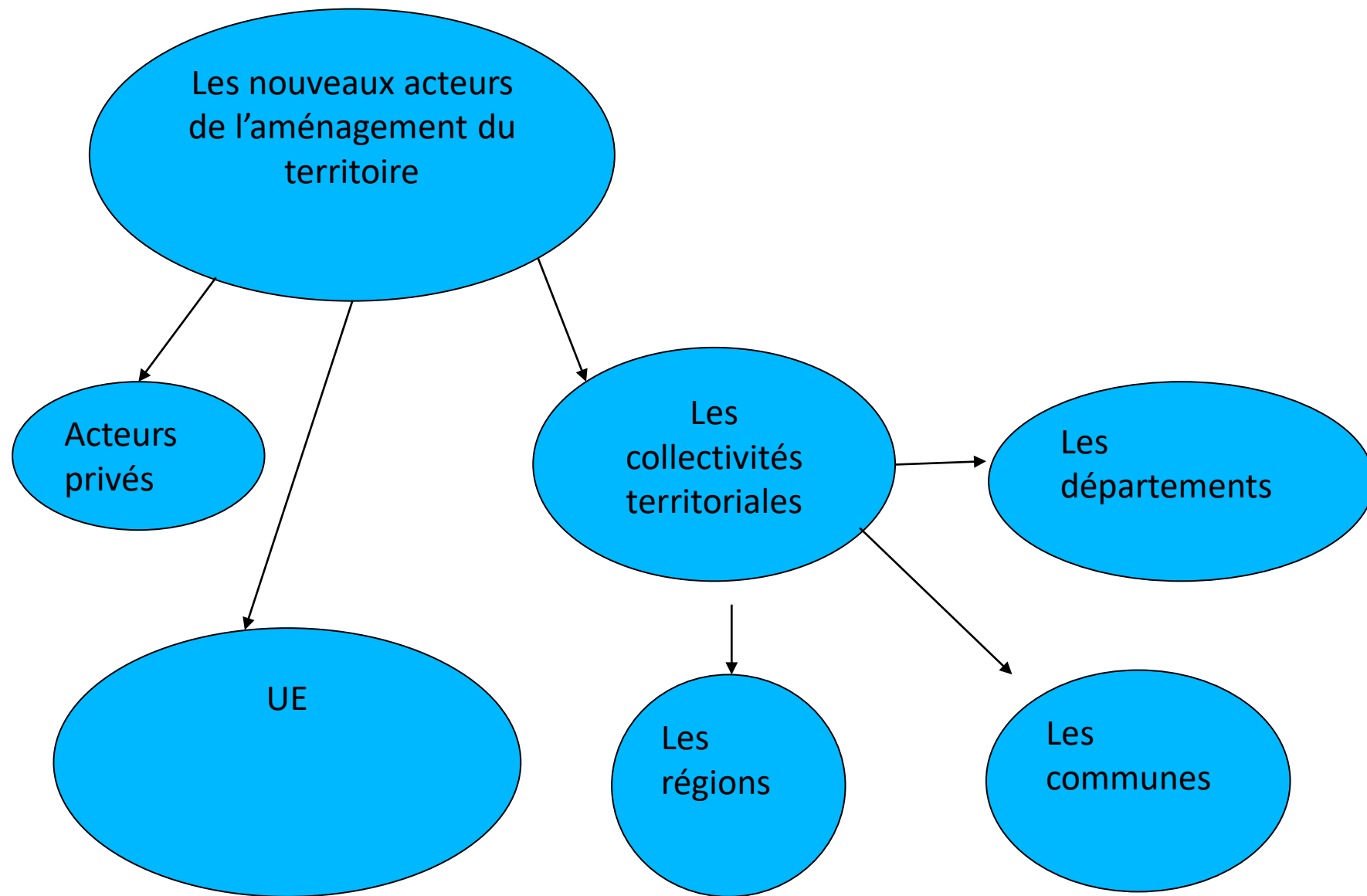
Publié le 17 septembre 2022 à 10h29 · Mis à jour le 17 septembre 2022 à 14h34 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



La première ministre Elisabeth Borne, à Vichy, à l'occasion du congrès de Régions de France, le 16 septembre 2022. THIERRY ZOCCOLAN / AFP

Elle a prévenu d'entrée de jeu : Elisabeth Borne n'était pas là « *pour délivrer des décisions prises par l'Etat* » ou « *mettre* » les élus présents « *devant le fait accompli* ». La prise de parole – très attendue – de la première ministre a eu lieu le 16 septembre, lors de la clôture du congrès de l'association Régions de France, à Vichy (Allier), jeudi 15 et vendredi 16 septembre.



- **La révolution intercommunale à partir de 1992 puis en 1999 et en cours avec la création des métropoles**

Possibilité de regroupement de communes




Tableau 9.3 Les compétences des différents types de communautés

Types de communauté	Taille	Compétences obligatoires	Compétences facultatives
Communauté de communes (CC)	15 000 habitants minimum, sauf exceptions (zones de montagne)	Aménagement de l'espace Développement économique	Au moins 4 parmi : Protection de l'environnement Politique du logement et du cadre de vie Voirie Équipements culturels, sportifs et scolaires Assainissement Action sociale d'intérêt communautaire + Plan local d'urbanisme
Communautés d'agglomération (CA)	Plus de 50 000 habitants Avec une commune centre de plus de 15 000 habitants	Les mêmes que les CC + Équilibre social de l'habitat et politique de la ville	Au moins 3 parmi : Assainissement, eau Protection de l'environnement Voirie Équipements culturels, sportifs et scolaires Action sociale d'intérêt communautaire + Plan local d'urbanisme
Communautés urbaines (CU)	Plus de 250 000 habitants	Les mêmes que les CA + Services d'intérêt collectif Protection de l'environnement	Action sociale d'intérêt communautaire
Métropoles	Plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine de plus de 650 000	Les mêmes que les CU + Transports scolaires Routes départementales Zones d'activités et promotion du territoire à l'étranger	Action sociale* Collèges* Aménagement touristique, musées* Équipements sportifs départementaux* Lycées** Grands équipements et infrastructures***

L'intercommunalité désigne une forme de coopération entre les communes. Cette coopération est mise en œuvre au sein d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)

* avec l'accord du département, ** avec l'accord de la région, *** par délégation de l'État.

Par nature juridique

-  Communauté d'agglomération (CA)
-  Communauté de communes (CC)
-  Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)

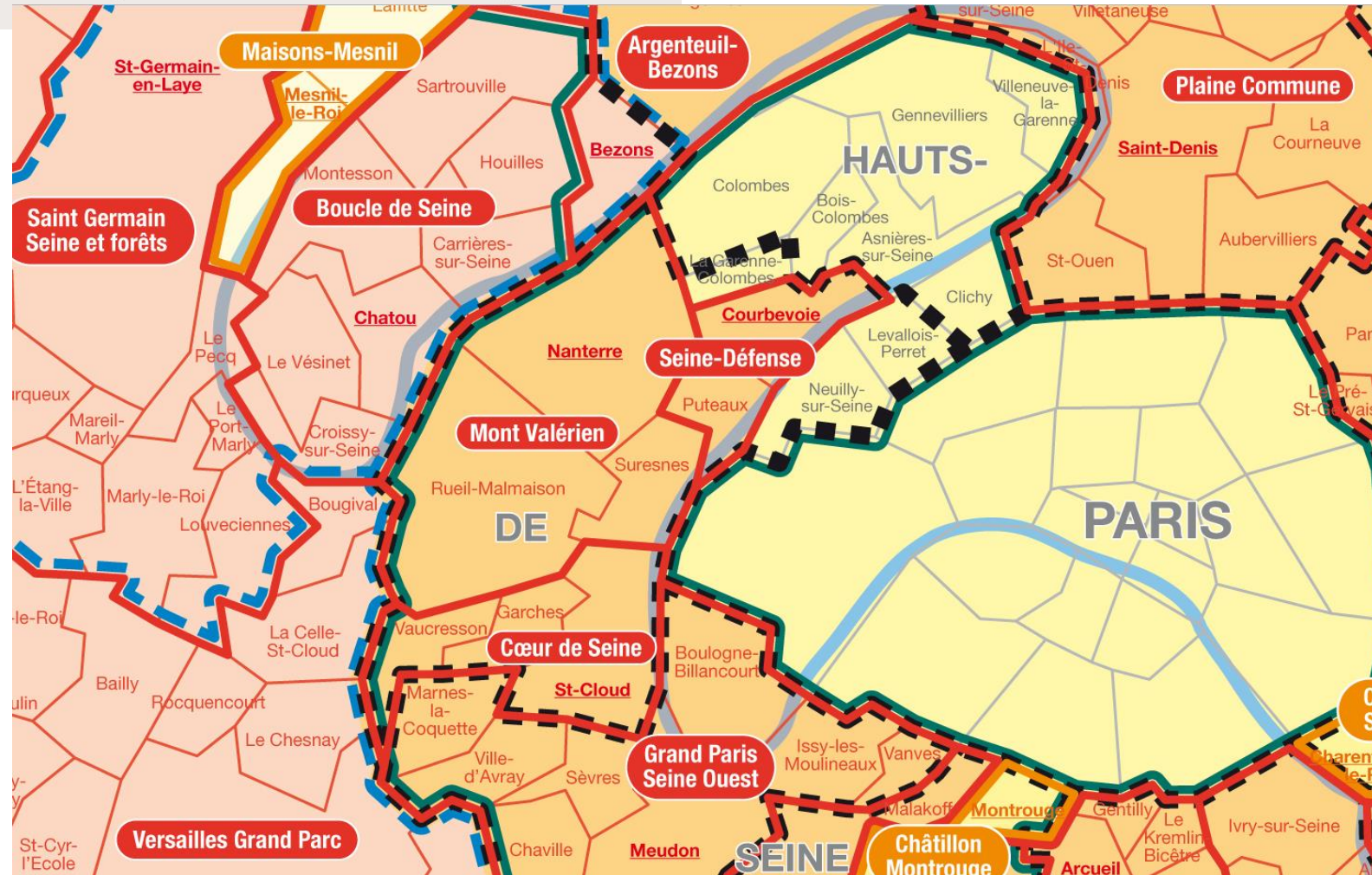
Massy

Mennecey

Chessy

commune siège de l'intercommunalité au 1^{er} janvier 2015

l'intercommunalité dans l'ouest parisien





[Accueil](#) / [Actualités](#) / [En Bref](#) / Installation de la nouvelle collectivité européenne d'Alsace

[En bref](#)


Installation de la nouvelle collectivité européenne d'Alsace

INSTITUTIONS

La collectivité européenne d'Alsace qui regroupe les deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin a vu le jour le 1er janvier 2021. Son installation officielle avec l'élection de son président a eu lieu le 2 janvier à Colmar.

Par [La Rédaction](#)

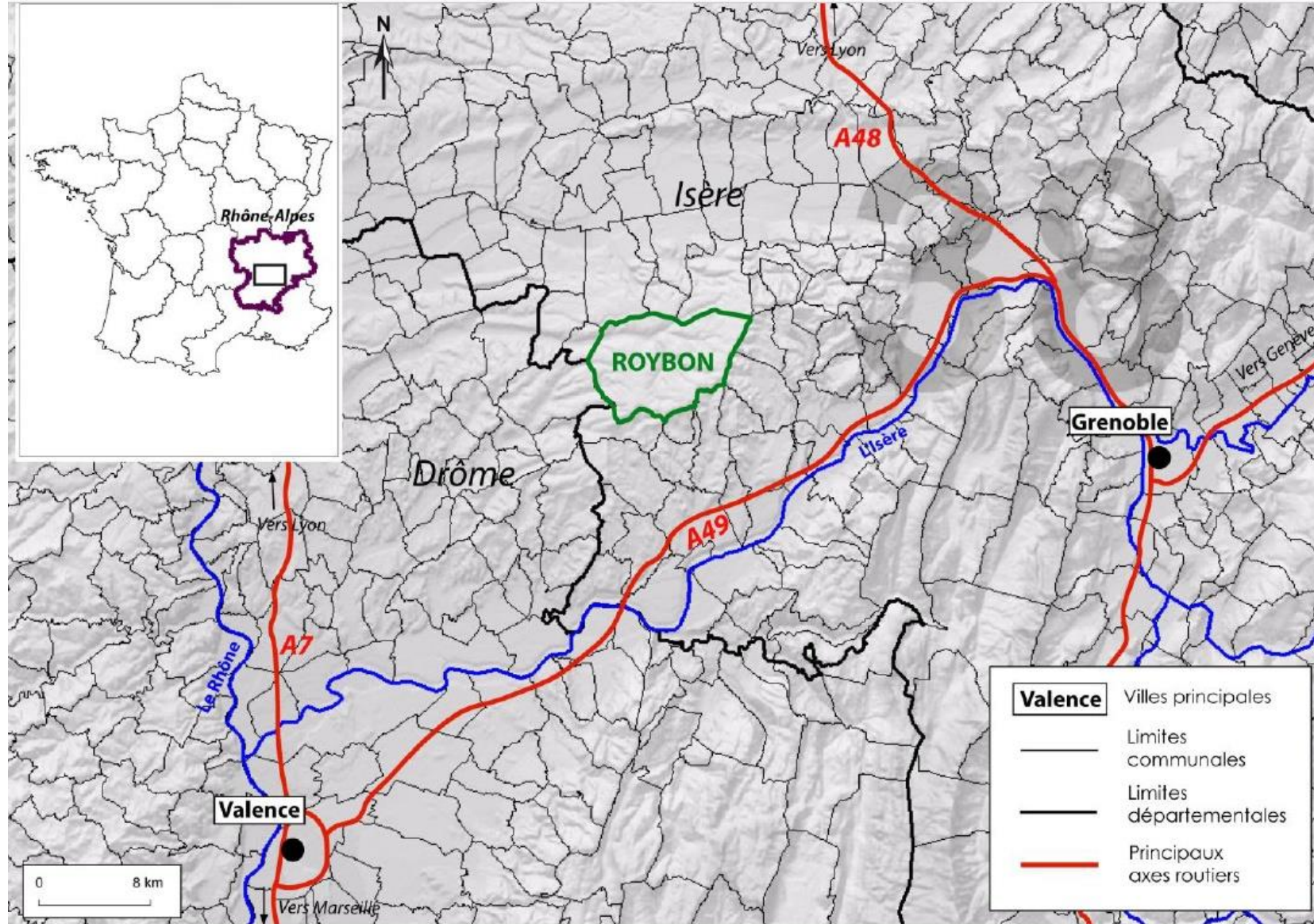
Publié le 7 janvier 2021

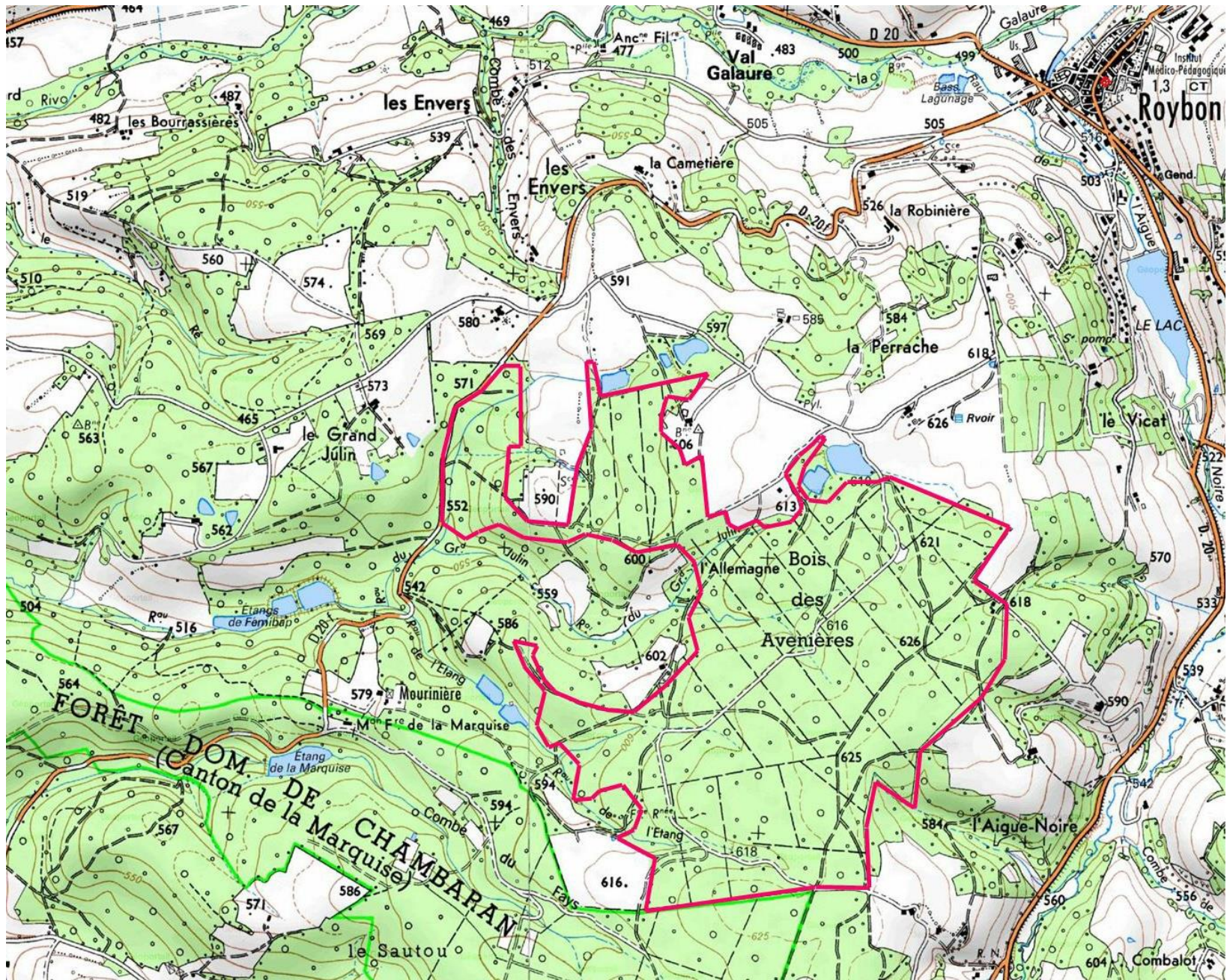
 1 minute

4) L'entrée des populations dans

- l'aménagement du territoire**

= l'am du territoire divise les sociétés locales
cf l'ex du Center parc de Roybon





Accueil • Environnement • Infographie du Massif des Chambaran

Infographie du Massif des Chambaran

le 01/04/2015 par Projet Roybon - 3 réactions



Tweets de @ProjetRoybon

NOS ARTICLES LES PLUS ...

LUS

RÉCENTS

COMMENTÉS



Le projet Roybon : pour tout savoir en quelques lignes

30/03/2015 - 16 réactions



Infographie du Massif des Chambaran

01/04/2015 - 3 réactions



Le projet Roybon et la biodiversité

10/03/2015 - 4 réactions

Je suis de l'avis de "Garah", ce projet est local. Il présente de nombreux avantages pour la région, notamment sur la plan emploi. Bon courage aux organisateurs, j'espère que ce projet va aboutir.



JeanLouis LECROQ -



■ REDÉMARRAGE DU CHANTIER CENTER-PARCS ?

Le chantier du Center-Parcs a-t-il redémarré ?

Et bien non !

C'est une vraie fausse nouvelle qui permet de constater qu'en Chambaran les coupes de bois sont nombreuses même à côté du site du Center Parcs de Roybon...

Mais que font les Zadistes, ardents défenseurs de la nature ?!



Le projet Center Parcs

agenda

Accès et contacts

Auto-médias

Les besoins de la zad

Outils

Liens

Tract argumentaire

CHAMB' RANLE-BAS DE COMBAT !

Depuis 2007, le groupe Pierre&Vacances prévoit de construire le 6^e Center Parcs français à Roybon (38) dans la forêt de Chambaran, soit :

- 1000 cottages (maisons) répartis sur 200 ha
- des bâtiments de loisirs sur 3,6 ha comprenant : centre aqualudique (dont l'eau sera maintenue à 29°), bowling, halle de sports, commerces, boîte de nuit...

Notre environnement en danger

Une consommation d'eau en pleine saison représentant l'équivalent d'une ville de 8000 habitant-e-s, tirant l'eau de nappes phréatiques dans un secteur déclaré plus d'une année sur deux en état ou risque de sécheresse.

200 ha de forêt menacés : 92 ha défrichés et 31 ha imperméabilisés.

La destruction d'habitats à haute valeur écologique pour au moins 17 espèces protégées en danger et deux corridors biologiques de cervidés et de sangliers supprimés par une clôture de 2 m de haut.

to plus jette sur voie public

Accueil

Bienvenue sur le site de la lutte contre le Center Parcs de Roybon.

Depuis 2008, ce projet de tourisme industriel est contesté par différents collectifs (voir la [chronologie](#)).

A l'automne 2014, la lutte a pris une autre ampleur avec le début des travaux et l'occupation du site.

Ce site relaye les informations des différents groupes en lutte contre le Center Parcs de Roybon, et le monde qui produit des projets de ce genre.

N'hésitez pas à consulter l'[agenda](#).

A bientôt dans les bois.

3. Le soutien et la générosité des aides publiques françaises

Le premier argument des opposants au projet du Center Parcs de Roybon est l'argent que les collectivités investissent pour ce projet. D'après leurs estimations, voici les montants totaux de subventions et d'exonérations fiscales perçus :

Organisme	Montant investi
Conseil régionale Rhône-Alpes	7 millions d'euros
Conseil général de l'Isère	15 millions d'euros
Communauté de communes du Pays de Chambaran	7,5 millions d'euros
Commune de Roybon (contournement routier)	4 millions d'euros
Syndicat des eaux de la Galaure	4 millions d'euros
Total subventions perçues	37,5 millions d'euros

Tableau 3 : Les subventions promises par les collectivités pour la construction du Center Parcs de Chambran.
Source : « Pour les Chamabaran sans Center Parcs »

Mesure d'exonération fiscale	Calcul	Montant estimé de l'exonération fiscal
Loi Censi-Bouvard (-11% du montant investi)	1 000 cottages à 250 000 euros × 11 %	27,5 millions d'euros
Loi Demessine (ZRR)	1 000 cottages à 250 000 euros × 19,6 %	49 millions d'euros
Total des exonérations fiscales		76,5 millions d'euros

Tableau 4 : Les exonérations fiscales obtenues par Pierre & Vacances grâce à la construction du Center Parcs de Chambarans.
Source : « Pour les Chamabaran sans Center Parcs »



Chateau-Guibert, Les Pineaux ,Thorigny NON aux éoliennes

Association "VENT de FURIE" CONTRE L'implantation des éoliennes dans NOS communes

[Accueil](#)

[Site internet](#)

[EPAW](#)

[Adhésion](#)

[Etude d'impact](#)

[Contact](#)

Recherche...



Les maires veulent le contrôle de l'implantation d'éoliennes

9 Juillet 2017

Les maires veulent jouer un rôle décisif dans le contrôle de l'implantation d'éoliennes Énergies renouvelables Alors que la loi sur la transition énergétique (LTECV) impose le doublement du nombre d'éoliennes terrestres d'ici à 2023, les maires se sentent...

» Lire la suite

ACADÉMIE NATIONALE DE MÉDECINE

LE GOUVERNEMENT AU PIED DU MUR DEVANT L'ÉCHEC ÉOLIEN

29 Juin 2017



par LUDOVIC GRANGEON 28/06/2017 Economie matin Les mécontents sont désormais majoritaires. Les promoteurs éoliens passent en force en peignant leurs matraques en vert pour jouer leurs derniers coups et presser le citron jusqu'à la der-

9 mai 2017 RAPPORT de l'Académie Française Nationale de Médecine concernant les nuisances sanitaires des éoliennes

27 Juin 2017



RAPPORT de Patrice TRAN BA HUY Membre de l'Académie de Médecine Les auteurs déclarent n'avoir aucun conflit d'intérêt en rapport avec le contenu de ce rapport. Nuisances sanitaires des éoliennes terrestres L'ex-

Tweets de la fédération NON éoliennes 85

[Tweets de @Eolien_85_Non](#)

Suivez-nous

sur Twitter

sur Facebook

via RSS

Newsletter

Abonnez-vous pour être averti des nouveaux articles publiés.

III) Aménager aujourd'hui entre conflits et concertation

Etude de cas : un exemple de conflit d'aménagement : l'aéroport de Notre-Dame- des-Landes

A préparer pour le 27/09

le projet d'aéroport de Notre Dame des Landes, les rebonds d'un aménagement conflictuels

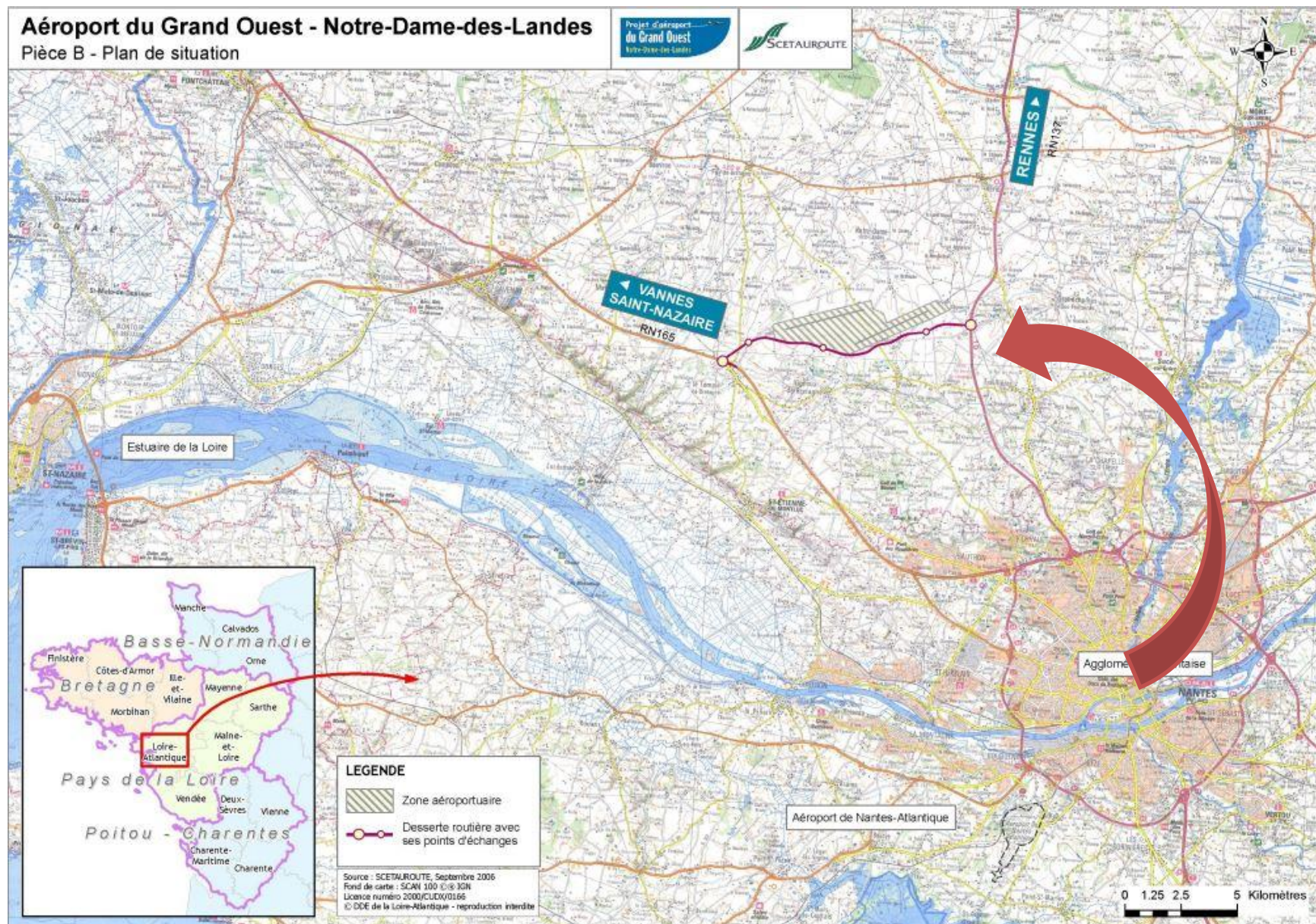
sources de travail : les dossiers publiés sur le site géoconfluence

source principale [ici](#)

informations complémentaires = [ici](#)

- 1) présenter le projet d'aménagement et le choix du site
 - 2) identifier les différents acteurs impliqués dans l'aménagement
 - 3) présenter leurs arguments pour et contre
 - 4) comment le conflit s'achève -t-il ?
-

Présenter le projet d'aménagement et le choix du site

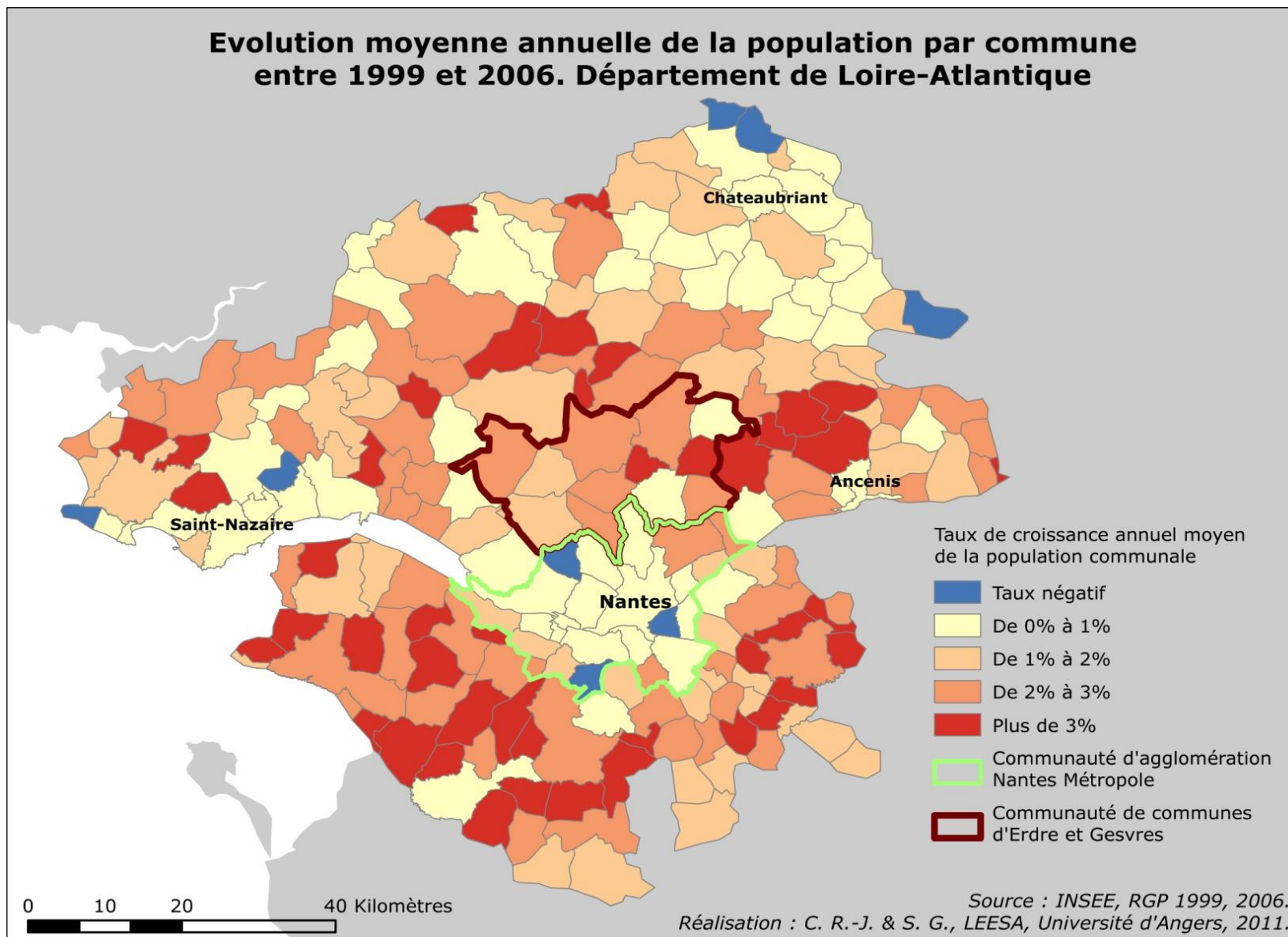


Le choix du site :



Le plateau bocager de Notre-Dame-des-Landes

1980 – 2000 : crise, mise en sommeil du projet et périurbanisation des campagnes nantaises.



- **2000 – 2008 : relance, déclaration d'utilité publique du projet et amplification du conflit.**

Les acteurs impliqués dans le projet

PORTEURS DU PROJET :

Les Collectivités territoriales :

qui financent à 43 % Syndicat Mixte Aéroportuaire , la Région Bretagne, le Conseil Général 44, la mairie de Nantes (maire : JM Ayrault, PM puis ministre des affaires étrangères)

+ région Pays de la Loire = LR (Fillion / Retailleau)

L'Etat et la Préfecture de Région,

Les acteurs socio-économiques :

Vinci, MEDEF des Pays de la Loire,

L'association citoyenne « Des ailes pour l'Ouest » (ex-ACIPRAN).

LES OPPOSANTS :

Riverains (dont l'ACIPA l'Association Citoyenne Intercommunale des Populations Concernées par l'Aéroport)

Agriculteurs (dont ADECA, COPAIN (Collectif des Organisations Professionnelles Agricoles Indignées par le projet d'Aéroport) 44,85,49,53, et autres départements , Confédération Paysanne)

. **Elus** (dont CédPA Collectif élus doutant de la pertinence du projet d'Aéroport, CCEG) + **élus des communes concernées** (Erdre et Gresvres)

. **Politiques** (EELV, FDG, MODEM, DLR, FN et élus dissidents PS)

. **Altermondialistes** (dont squatters de la Zone A Défendre)

Argument pour l'aménagement

Argument contre l'aménagement

Bilan du cours

- **Notions à travailler**
- Acteurs / conflit d'aménagement / régions / intercommunalité / collectivité territoriale / ZAD / PLU / SDRADDET / SDRIF /
- **Exemples à travailler**
- NDL / différents types de conflits d'aménagement

VINCI
Airports

Au service
des clients

Partenaire
de développement

Acteur
responsable

Presse
et médias



L'offre de VINCI Airports

Les forces du groupe VINCI

Partenaire des compagnies aériennes

Partenariat commercial

CONCEPTION

MAÎTRISE D'OUVRAGE

OPÉRATEUR CONCESSIONNAIRE

MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE



Étude de cas

L'aéroport du Grand Ouest



- quelle sortie de crise ?